

reprocha rien à Israël mais fit supporter le blâme aux Arabes.

Selon des responsables du département d'État ayant travaillé en étroite collaboration avec Shultz durant cette période, le secrétaire d'État émergea de la débâcle du plan Reagan et du projet libanais avec le sentiment d'avoir été trahi par les Arabes modérés, notamment par les Saoudiens, et humilié par les radicaux, notamment les Syriens.

« *Quelque part entre janvier et mai 1984, Shultz entreprit une transformation radicale* », se souvient un responsable du département d'État qui ajoute : « *En faisant cela, Shultz devenait le premier haut responsable de l'administration en exercice à opérer un revirement total des Arabes vers Israël et non pas dans le sens inverse.* »

Si la révolution est terminée, la question qui demeure posée est de savoir si elle est irréversible. Que se passera-t-il sous une administration différente, dirigée par George Bush par exemple ? Bush est connu pour partager beaucoup des points de vue anciennement exprimés par George Shultz au sujet du Moyen-Orient. Comme le dit Donald Gregg, conseiller du vice-président pour la sécurité nationale, Bush n'éprouve pas le même « *attachement viscéral* [pour Israël] *que le président, pour ne pas mentionner Jack Kemp* ».

Mais, les « *tripes* » mises à part, en 1989 la révolution aura déjà neuf ans d'existence. A ce moment-là, la guerre du Golfe entrera probablement dans sa neuvième année. Israël occupera déjà la Cisjordanie depuis vingt-trois ans. La guerre lancée par les États-Unis contre le terrorisme, comme l'a laissé entendre le président la semaine dernière, pourrait bien s'être étendue au point d'englober la Syrie et l'Iran. Et les prix pétroliers selon toute hypothèse seront encore en dépression.

D'ici là, l'AIPAC pourrait bien être appelé à intervenir pour *soutenir* les projets de vente d'armes aux Arabes modérés — s'il en reste.

Richard B. STRAUSS
Washington Post, 27 avril 1986

POURQUOI BUSH N'A PAS EU UN ACCUEIL ROYAL

Quelques heures avant que le vice-président George Bush n'arrive à Ryad, capitale de l'Arabie saoudite, le 5 avril dernier, le prince Abdallah, son homologue selon la hiérarchie royale, avait quitté la ville pour rejoindre dans la cité pétrolière de Dhahran le roi Fahd, soucieux lui aussi d'être absent de sa capitale.

Il en résulta que le plus important émissaire américain dépêché par l'administration Reagan au royaume saoudien ne fut accueilli que par le gouverneur de la province, le prince Salman, et d'autres dignitaires royaux de rang inférieur.

La décision de recevoir M. Bush dans ce cadre protocolaire réduit semble être une manifestation du désagrément éprouvé par le pouvoir royal suite aux commentaires exprimés par le vice-président juste avant son voyage, blâmant indirectement les Saoudiens au sujet de l'effondrement des prix du pétrole, ainsi que pour ce qui est perçu comme l'attitude indifférente de l'administration Reagan à l'encontre des besoins du royaume en matière de sécurité.

C'est là la teneur du message que les Saoudiens ont plusieurs fois transmis au vice-président durant sa brève visite.

Le protocole royal saoudien a décidé, unilatéralement, de traiter le séjour de trois jours de M. Bush dans le royaume comme une visite officielle de deux jours, éliminant par là même l'obligation diplomatique faite au prince Abdallah de le recevoir.

Le traitement réservé par les Saoudiens à M. Bush reflète un malaise plus profond dans les relations privilégiées qui existent entre les États-Unis et le royaume depuis plus de trente ans et qui subissent des attaques de la part d'éléments anti-américains dont les voix se font de plus en plus fortes dans le royaume ainsi que de la part des membres pro-Israéliens du Congrès.

Déjà, les amis d'Israël ont réussi à tuer dans l'œuf un projet de vente d'armes d'un montant d'1,9 milliard de dollars à la Jordanie. Maintenant ils cherchent à faire

échouer la proposition de l'administration de vendre aux Saoudiens des missiles pour 354 millions de dollars ; cette transaction ne représente plus que le dixième de la vente initialement prévue qui comprenait la livraison de 60 avions F-15 supplémentaires.

La visite de M. Bush, conçue comme un signal devant confirmer le soutien américain à l'Arabie saoudite face aux menaces iraniennes croissantes, n'aura servi qu'à mettre sous le feu des projecteurs les troubles affectant les relations américano-saoudiennes.

M. Bush s'est révélé être un « ambassadeur de l'amitié » dépourvu de tact. Au lieu d'insister sur les intérêts communs à l'Arabie saoudite et aux États-Unis, il a lourdement répété avant son départ que les Saoudiens devaient tenir compte du dommage causé à l'industrie pétrolière américaine par la brutale baisse des cours, signifiant indirectement par là qu'ils en étaient responsables.

Il a donné une image faussée de la politique pétrolière de l'Arabie saoudite en accusant les Saoudiens de chercher à obtenir « les plus hauts prix possible », ce qui est une contre-vérité lorsque l'on se réfère à l'hostilité manifestée par le royaume à l'encontre de cette position par peur que des prix trop élevés ne poussent les consommateurs occidentaux à développer des ressources de substitution.

Les Saoudiens se sont servis de la visite de Bush pour adresser des critiques à Washington. La principale démonstration de la coopération saoudo-américaine en matière de sécurité devait consister en une démonstration de F-5 et F-15, avions de provenance américaine qui sont le fer de lance de la défense du royaume.

Mais les Saoudiens organisèrent une surprise : à la place des avions américains, ils firent parader leurs nouveaux Tornado, avions d'attaque de fabrication européenne.

Ces Tornado constituaient les premiers des 72 avions vendus par la Grande-Bretagne au royaume saoudien en septembre dernier pour un prix évalué entre 4 et

6 milliards de dollars, après que Washington eut échoué à tenir sa promesse de fournir des avions supplémentaires.

Les officiels américains estiment que la vente des Tornado fera perdre en définitive aux États-Unis des marchés d'armement d'une valeur de 12 à 20 milliards de dollars. La vente des Tornado est intervenue après que l'administration Reagan se fut inclinée sans combattre devant l'opposition du Congrès à la vente de 60 nouveaux F-15 aux Saoudiens. Le président Ronald Reagan s'était pourtant engagé auprès de Fahd à se battre pour que cette vente soit approuvée.

Le voyage de Bush intervient donc à un moment où les Saoudiens s'interrogent plus sérieusement que jamais sur l'engagement pris par l'administration Reagan de se battre au Congrès pour obtenir l'approbation des ventes d'armes proposées.

Avec 63 sénateurs qui ont déjà signé une motion de blocage, même la fourniture de 2 600 missiles air-air et sol-air qui est présentement débattue au Congrès semble remise en question.

L'ombre d'une nouvelle bataille plane sur la livraison début juin du premier des 5 avions radars AWACS vendus par l'administration à l'Arabie saoudite en 1981 dans le cadre d'une transaction de 8,5 milliards de dollars approuvée par le Congrès au terme d'une féroce bataille législative. Le Congrès avait alors imposé comme condition que l'administration puisse apporter la preuve que les Saoudiens ont apporté une « aide substantielle » à l'avancement du processus de paix au Moyen-Orient.

M. Bush a assuré aux Saoudiens que l'administration se battrait pour obtenir l'accord du Congrès sur les ventes et les livraisons d'armes prévues, mais il avait peu de propositions à faire sur les sujets de première importance pour les Saoudiens.

M. Bush n'a proposé aucune nouvelle initiative américaine susceptible de réactiver le processus de paix, ni de propositions de l'administration pour mettre fin au conflit Irak-Iran, pas plus qu'il n'a offert

d'assistance américaine pour mettre un terme aux attaques iraniennes de pétroliers dans le Golfe.

Aujourd'hui les responsables américains et saoudiens ont conscience que leurs « relations privilégiées » semblent en passe de se noyer dans la marée provoquée par la surproduction pétrolière, et sentent que chaque partie prend ses distances pour des raisons liées à sa politique intérieure.

De part et d'autre, on se demande si leurs relations resteront intactes après la dernière des nombreuses épreuves qu'elles ont dû traverser depuis qu'en 1973 les prix du pétrole ont commencé à monter en flèche et que l'Arabie saoudite a commencé à avoir accès à un armement américain sophistiqué.

Il ne semble pas que la visite de Bush ait fait grand-chose pour rassurer les Saoudiens, pas plus que le peu d'empressement manifesté par l'administration pour défendre la vente de missiles devant le Congrès n'est de nature à dissiper les craintes des Saoudiens de se voir abandonnés.

Jeudi dernier, devant la commission des relations extérieures au Sénat, Richard G. Lugar, un républicain de l'Indiana qui préside cette commission, déclarait à ses collègues presque unanimement hostiles à la vente de missiles que le président Reagan et le secrétaire d'État George Shultz lui avaient affirmé qu'elle était « *absolument essentielle* » à la politique étrangère des États-Unis.

Mais ce n'était visiblement pas assez essentiel pour que l'administration estime nécessaire que M. Shultz aille lui-même la défendre au Congrès. A sa place, se sont l'assistant du secrétaire d'État Richard Murphy et l'assistant du secrétaire à la Défense Richard Armitage qui ont été chargés de se dépêtrer avec l'hostilité de la commission sénatoriale.

David B. OTTAWAY
Washington Post, 22 avril 1986

L'AFFAIBLISSEMENT DE L'OPEP : DES TEMPS MEILLEURS ET DE NOUVEAUX AMIS POUR ISRAËL

En 1974, alors que les pays arabes exportateurs de pétrole étaient en train d'atteindre le faite de leur puissance économique et politique, le Premier ministre de l'époque, Yitzhak Rabin, déclarait qu'Israël allait traverser sept années maigres. Mais, renversant la prophétie biblique de Joseph, M. Rabin ajoutait que ces sept années maigres seraient suivies de sept années fastes si Israël pouvait seulement tenir le coup dans la tempête des prix pétroliers.

M. Rabin s'est trompé de quelques années, mais son intuition était correcte. Israël a dû affronter une décennie de vaches maigres durant laquelle le prix de l'essence atteignit 80 cents le litre, la richesse de ses voisins arabes hostiles augmenta de façon astronomique, et ses diplomates et hommes d'affaires étaient tenus à distance par les amis d'Europe ou d'Afrique qui craignaient de provoquer le courroux des puissances pétrolières arabes.

Aujourd'hui, l'effondrement des cours du pétrole et le déclin de la puissance de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole se révèlent être une véritable aubaine sur les plans diplomatique, stratégique et économique, et les responsables israéliens considèrent que la situation va continuer à s'améliorer.

Les signes des nouveaux temps abondent. Les coûts de l'énergie commencent à baisser en Israël, les voisins arabes sont forcés d'effectuer des coupes dans leurs budgets, des pays comme l'Espagne, la Pologne et la Côte-d'Ivoire — qui depuis des années désiraient établir des relations diplomatiques avec Israël mais avaient peur de le faire par crainte des représailles arabes — font de nouvelles ouvertures en direction de Jérusalem.

Et, pour la première fois dans l'histoire de cet organisme, plusieurs pays non arabes membres de l'OPEP ont ignoré le boycottage imposé par l'Organisation et offert au ministre israélien de l'Énergie de lui vendre